

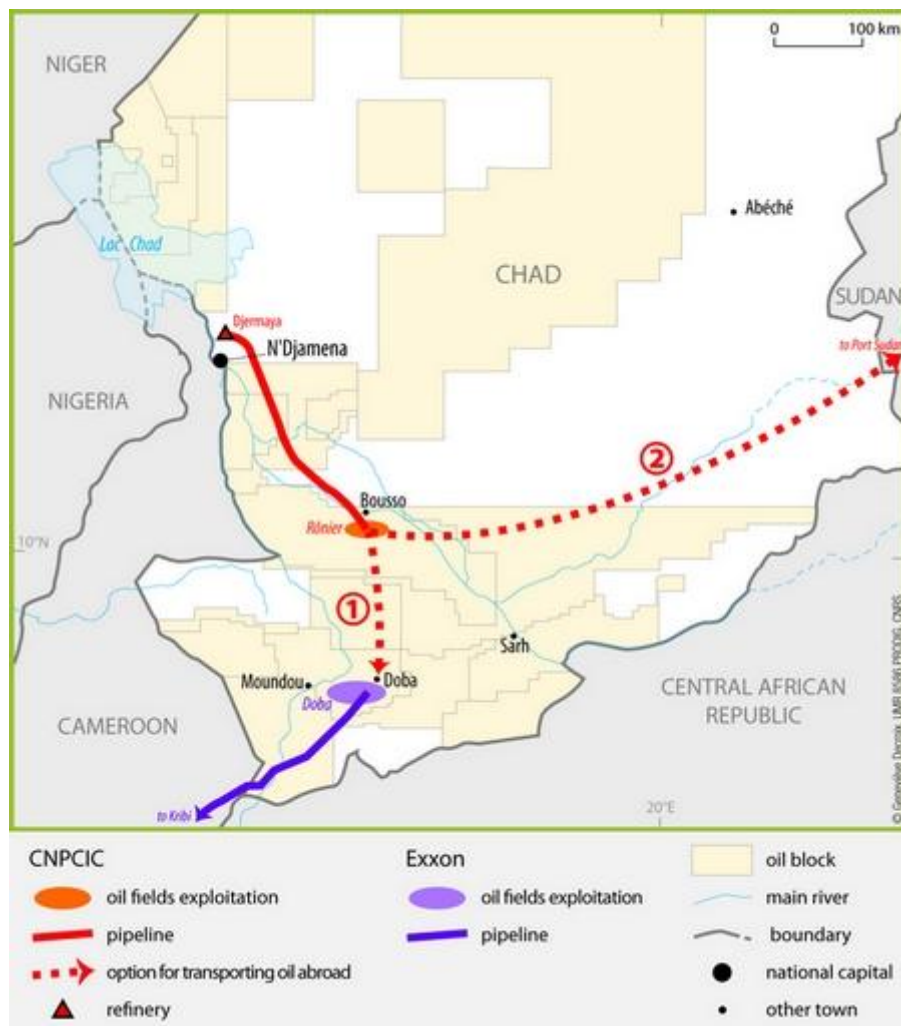
## Enseignements et impacts de l'investissement chinois en Afrique

Auteur : [Invités d'ID4D](#) (Géraud Magrin, Geert van Vliet - CIRAD)

Blog "ID4D" Idées pour le Développement. Date : **06 juillet 2012**

La présence croissante de la Chine en Afrique alimente au moins deux débats : le premier porte sur le rôle (positif ou négatif) de la Chine sur le développement du continent noir ; le second questionne les relations entre entreprises chinoises et occidentales (âpre rivalité ou coopération) et ses implications géopolitiques (tensions croissantes ou nouvel équilibre).

Le cas du projet pétrolier Rônier de la China National Petroleum Company (CNPC) est particulièrement intéressant. Il met en scène à la fois la première compagnie pétrolière chinoise - une entreprise publique – et un Etat, le Tchad, appartenant au groupe des Pays les Moins Avancés (PMA), dont l'histoire politique et pétrolière mouvementée oscille entre « malédiction des ressources naturelles » et tentatives d'y échapper. Ce cas concret, qui permet de dépasser les postures idéologiques, mêle ainsi un cocktail pétrole, Chine et Afrique, que nous avons choisi d'aborder par la régulation environnementale pour des raisons pratiques – car ce thème soulève moins de réticences que celui de la gouvernance –, tout en espérant qu'il fournirait des enseignements plus larges chemin faisant.



*Situation et localisation des champs de pétrole au Tchad*

## **Un impact environnemental « normal »**

Premier enseignement, le projet Rônier n'a pas eu d'impacts environnementaux extraordinaires. Cela tient pour partie à la taille et aux caractéristiques de ce projet, modeste dans sa première phase (2009-2011), qui consiste à développer 80 puits de pétrole reliés par un oléoduc de 311km à une petite raffinerie située près de la capitale, N'Djaména. Par ailleurs, les milieux traversés, des savanes soudano-sahéliennes peu peuplées, présentent une vulnérabilité limitée, en dehors d'une traversée par l'oléoduc du fleuve Chari, principal tributaire du lac Tchad.

Mais les dispositifs et les pratiques de régulation environnementale de la CNPC ont aussi leur part dans ses débuts sans histoire. Ils reflètent une dizaine d'années d'apprentissage accélérée de la Chine en matière de gestion environnementale, en réaction aux désastres de la croissance incontrôlée, mais aussi quelques limites : maillage serré de règles de différents types (nationales, provinciales ; sectorielles, d'entreprises) ; origine hybride de nombreux référentiels, associant emprunts aux pratiques internationales et chinoises ; progrès réels en dépit de difficultés persistantes de mise en œuvre. Le rythme de réalisation des deux impacts d'étude environnementale (EIE) du projet Rônier est révélateur. L'EIE de la raffinerie, financée avec une implication de l'Eximbank, qui exige depuis 2007 de telles études, a été menée plus rapidement que celle des champs de pétrole et de l'oléoduc. Celle-ci, livrée après la fin des travaux, a de fait exploité des brèches des législations tchadienne (décrets d'application de la loi sur les EIE pas votés) et chinoise (loi sur les EIE non applicable à l'étranger). La CNPC se distingue surtout par la modestie de ses dispositifs de communication et d'information, propice au soupçon.

Enfin, l'influence du milieu d'accueil dans la gestion environnementale ne doit pas être sous-estimée. Le projet pétrolier de Doba mis en service en 2003 par un consortium dirigé par Exxon, avec l'appui de la Banque mondiale, a permis au Tchad des progrès et apprentissages multiformes, en dépit des problèmes rencontrés : législation environnementale et pétrolière étoffée ; formation de ressources humaines ; capacités de la société civile renforcées. La circulation des expériences permises par celles de quelques cadres qui passent de structures gouvernementales appuyées par la Banque mondiale au secteur privé, ou d'Exxon à la CNPC, n'est pas sans effets : ce n'est pas un hasard si les dispositifs de compensation et de réinstallation des populations riveraines des infrastructures mis en œuvre par la CNPC ressemblent à s'y méprendre à ceux d'Exxon, répondant ainsi à des standards internationaux reconnus.

## **Normes environnementales et « coopération » sino-occidentale**

Ces convergences pragmatiques pourraient bien se révéler utiles pour répondre à de nouveaux enjeux. En effet, une deuxième phase de la stratégie de la CNPC au Tchad vise, plus classiquement, l'exportation de l'excédent entre le pétrole traité par la raffinerie (au maximum 20 000 barils par jour) et une production appelée à augmenter avec le forage de nouveaux puits (rapidement 60 000 b/j). La solution la plus simple consisterait à utiliser l'oléoduc exploité par le consortium de Doba à moitié de sa capacité (225 000 b/j) depuis quelques années. Un accord semble avoir été conclu en ce sens début 2012 entre Exxon et la CNPC.

Or, d'après les termes de l'accord de prêt conclu en 2001 avec la Banque mondiale, l'utilisation de l'oléoduc Doba Kribi est conditionnée par le respect des standards environnementaux du groupe de la Banque mondiale. Pour connecter ses nouveaux champs de

pétrole à l'oléoduc, la CNPC devra rendre compatibles ses standards avec ceux d'Exxon. Mais comment les deux acteurs (chinois et américain) interpréteront-ils cet impératif ? La CNPC utilisera-t-elle cette opportunité pour améliorer ses pratiques et sa réputation en matière de gestion environnementale, ou bien se contentera-t-on d'une convergence à minima, traduisant le primat des mobiles économiques (rentabilisation de l'infrastructure pour Exxon, besoin d'exporter pour la CNPC) ? La connexion des deux oléoducs en dira long tant sur les relations entre les deux acteurs que sur la place de l'enjeu environnemental dans leurs stratégies respectives.



*La première pierre de la raffinerie de Djerma a été posée en novembre 2008 et l'inauguration a eu lieu en juin 2011. La raffinerie est exploitée par un consortium entre la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT) (40%) et la CNPC (60%). Celle-ci a été temporairement fermée en janvier 2012 par le gouvernement tchadien en raison d'un différend avec l'opérateur sur les prix. © Géraud Magrin*

### **Quelle contribution au développement national ?**

Ces questions nous ramènent au premier débat mentionné : l'influence croissante de la Chine en Afrique, mue par ses besoins en matières premières et basée sur des relations politiques avec les régimes africains, ne fait-elle qu'aggraver les symptômes de la « malédiction des ressources naturelles » (corruption, autoritarisme, conflits) ? Sur ce plan aussi, le projet chinois au Tchad dessine un tableau nuancé.

L'installation de la CNPC au Tchad a coïncidé, en 2007, avec une baisse d'intensité du conflit tchado-soudanais imbriqué à celui du Darfour : la Chine a de toute évidence contribué à apaiser les tensions entre ses deux alliés.

Surtout, la première étape du projet Rônier fut originale, puisqu'elle prévoyait une valorisation nationale des ressources pétrolières, à travers la raffinerie de Djermaya, qui fournit des produits pétroliers au marché intérieur et un peu d'énergie au réseau électrique. Les premiers mois furent néanmoins difficiles : l'entrée en service de la raffinerie fin 2011 s'accompagna d'un bras de fer entre le gouvernement tchadien, soucieux de fixer un prix « social » du carburant, et des partenaires chinois préoccupés de la viabilité économique de leur investissement. Les équilibres restent à trouver.

La deuxième étape est plus classique : l'exportation de la CNPC viendra alimenter la rente pétrolière nationale, sans qu'on sache encore si elle sera concernée par les mécanismes de pré affectation vers les secteurs socio-économiques prioritaires et de transparence inaugurés, non sans mal, dans le cadre du projet Doba.

Même si le recul manque encore, l'investissement de la CNPC dans un pays comme le Tchad ne semble pas, selon nous, foncièrement différent dans sa nature et ses effets de ceux des entreprises occidentales. En élargissant l'éventail des partenaires, la Chine élargit l'espace politique des Etats africains. L'augmentation de la rente pétrolière, qu'elle que soit l'origine de l'entreprise qui la fournit, rend à l'Etat la possibilité de mettre en œuvre des politiques publiques, après en avoir été privé durant les décennies de l'ajustement structurel. Les interactions des entreprises chinoises avec leurs environnements d'accueil obéissent à un certain pragmatisme, mais les signaux auxquels elles sont les plus sensibles méritent encore d'être mieux compris.

**Géraud Magrin et Geert van Vliet, pour ID4D**



*Cette article fait suite à la conférence "Une compagnie pétrolière chinoise face à l'enjeu environnemental au Tchad", organisée le 13 juin au siège de l'AFD à Paris. Cette conférence fait partie du cycle de conférences "Des idées pour le développement".*



## Les auteurs



**Géraud Magrin** est né en 1972. Ancien élève de l'ENS de Fontenay Saint Cloud, agrégé (1995), docteur (2000) et HDR (2011) en géographie, Géraud Magrin est chercheur au Cirad depuis 2001. Il y mène des recherches sur les dimensions territoriales des trajectoires du développement en Afrique de l'Ouest (notamment au Sénégal) et du Centre (en particulier au Tchad), avec une approche de géographie politique déclinée sur des objets divers (activités extractives, décentralisation, politiques agricoles, aménagement des hydrosystèmes, relations villes campagnes).



**Geert van Vliet** (1954), a obtenu un Master en sciences économiques à l'Université Libre d'Amsterdam et présenté sa thèse doctorale à l'Université de Paris I (1997, sous la direction de René Passet). Ex-fonctionnaire de la Banque Interaméricaine de Développement (IADB) et de la coopération néerlandaise (DGIS). Spécialisé dans le domaine de la gouvernance publique et d'entreprise, M. van Vliet est chercheur au Cirad depuis 2002. Ses recherches au sein de l'UMR Artdev portent sur le rôle des rentes (générées par les activités extractives mais aussi par l'aide internationale) et leurs effets dans les situations caractérisées par la basse-gouvernabilité. Il est co-animateur du Network for Applied Research on Mining, Oil and Gas Activities (NARMA).